

SICARD Claude (A51)

Economiste – Ancien Président de l’O.C.S. Consultants

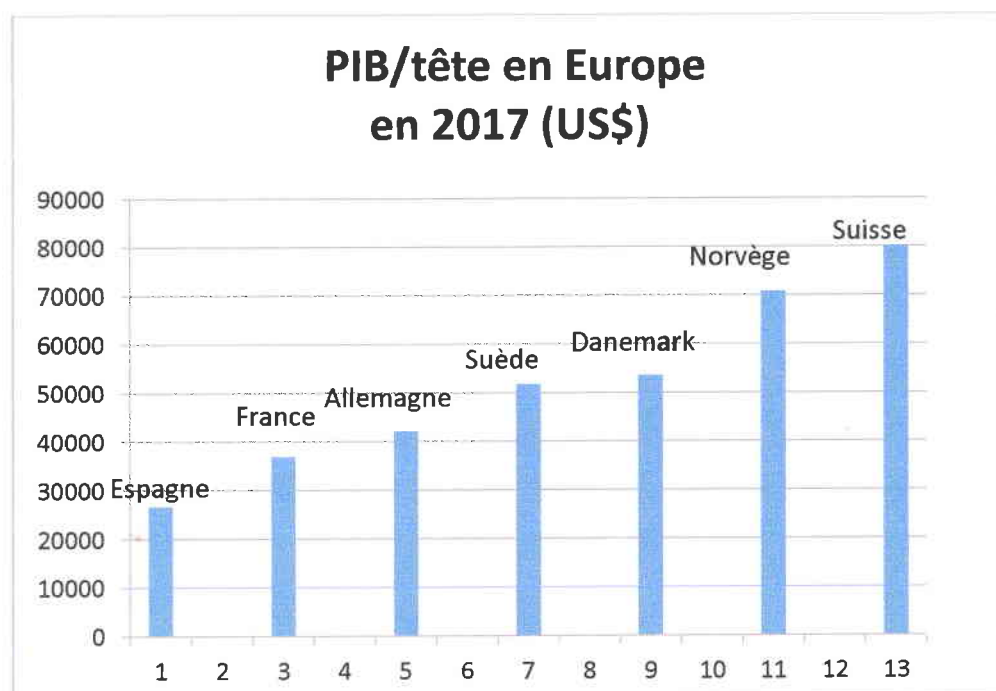
**Quelques éléments de réflexion à soumettre aux Gilets jaunes sur  
l’Economie de leur pays**

Les gilets jaunes viennent de déclencher une très grave révolte, en France. Ils revendiquent le droit à un meilleur niveau de vie, et ont le sentiment d’être victimes de graves injustices. On peut comprendre leurs doléances, et la population, dans sa grande majorité, leur apporte son soutien. Emmanuel Macron s’est donc vu contraint de faire un mea culpa, et il a pris dans l’urgence des mesures en leur faveur. Et pour sortir le pays de l’impasse, il lance un grand débat national.

Le mal est profond, et il vient de très loin : l’Economie du pays est en effet en difficulté, mais les couches populaires l’ignorent. La France, leur dit-on constamment, est la sixième puissance mondiale, le siège qu’elle occupe au Conseil de Sécurité atteste de la position exceptionnelle qu’elle occupe au plan international, et les télévisions montrent que son Président croise en permanence le fer avec les chefs d’Etat les plus puissants du monde. Notre pays, toutefois, est loin d’être le pays riche que les classes populaires imaginent.

**Les PIB/tête en Europe**

L’indicateur de richesse qu’utilisent les économistes pour comparer la richesse des pays est le « PIB/tête », et, comme le montre le graphique ci-dessous, celui de la France est relativement modeste pour un pays qui joue sur la scène internationale un des premiers rôles. C’est, là, un premier constat qu’il faut faire.



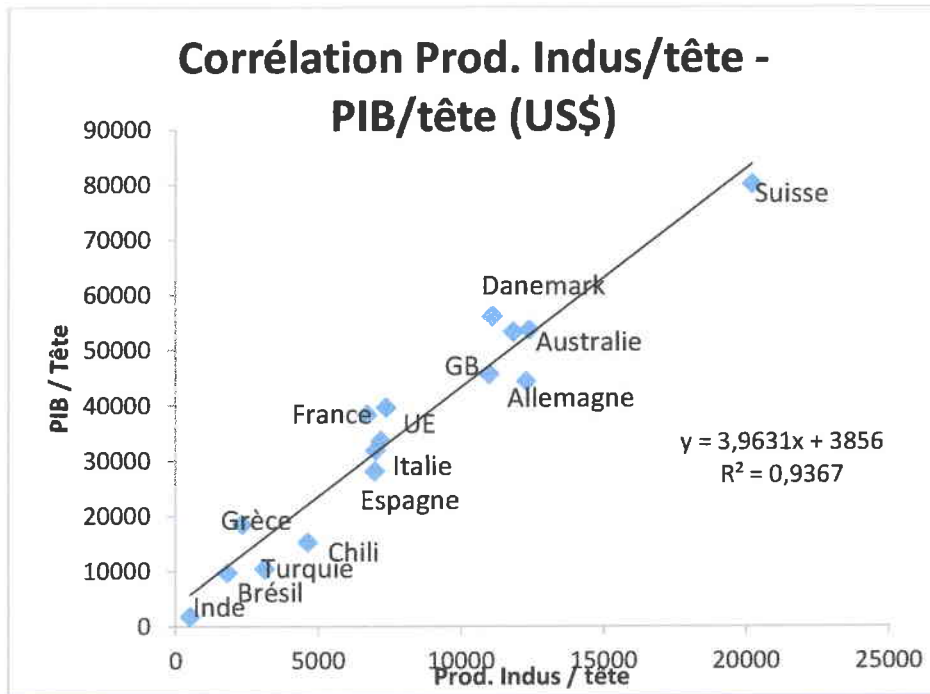
La France se situe en 11<sup>e</sup> position seulement. en Europe. Le PIB/tête des Danois est de 46,0 % plus élevé que celui des Français, celui des Norvégiens un peu plus de 80 %, et celui des Suisses tout simplement un peu plus du double. Curieusement, personne dans les hautes sphères du pouvoir, pas plus que dans les médias, ne s'interroge pour savoir comment tous ces pays qui nous devancent en Europe, et ils sont nombreux, parviennent à avoir des niveaux de richesse aussi élevés. A quoi donc ce retard de la France est-il dû ? Ce serait bien, là, la première question à se poser, au moment où s'ouvrent ces importants débats que lance le gouvernement pour répondre aux interrogations des Gilets jaunes. Ne pas répondre à cette question ouvrirait la voie aux revendications les plus irresponsables.

Dans une vidéo du cabinet d'études économiques Xerfi, Alexandre Mirlicourtois nous dit : « Le pouvoir d'achat des Français est en crise durable » et l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE) confirme bien ce diagnostic. Cet institut nous indique, en effet, qu'entre 2008 et 2016 le niveau de vie des Français a baissé de 440 €. Dans cette étude l'OFCE montre que c'est le décile des 10 % des ménages les plus riches qui a été le plus affecté : pour ces ménages, la perte de pouvoir d'achat se monte à 2.000 €.

### **Le rôle clé de l'industrie dans la prospérité économique des pays**

L'Economie française, depuis la fin des Trente glorieuses, a vu son secteur industriel perdre plus de la moitié de la capacité qui est normalement la sienne à générer de la richesse. Notre secteur industriel, que les économistes, depuis Jean Fourastié, nomment le «second secteur de l'Economie », ne contribue plus que pour 10 % à la formation du PIB, alors qu'il devrait intervenir pour environ 20 %. Ce taux de 20% est, rappelons-le, la « norme » fixée aux pays membres de l'UE par les autorités de Bruxelles. L'Allemagne, qui a une Economie extrêmement florissante, en est à 24 %. La France est devenue le pays le plus désindustrialisé de tous les pays européens, la Grèce mise à part, et cette réalité est totalement occultée. Tous les problèmes que rencontre notre Economie proviennent de là : notre PIB/capita est relativement modeste, le taux de chômage est très élevé malgré tous les efforts faits par les gouvernements successifs, depuis de très nombreuses années, pour le réduire, la balance du commerce extérieur est chaque année déficitaire, la dette extérieure du pays augmente toujours plus, et les dépenses de R&D sont tout à fait insuffisantes pour préparer correctement l'avenir des générations futures.

Le graphique ci-dessous montre le rôle déterminant que joue la production industrielle dans les pays pour assurer l'essor de leur Economie. Il existe, en effet, une corrélation très étroite entre la production industrielle (calculée, ici, par habitant) et le PIB/ tête des pays, et le degré de confiance de cette corrélation est extrêmement élevé :



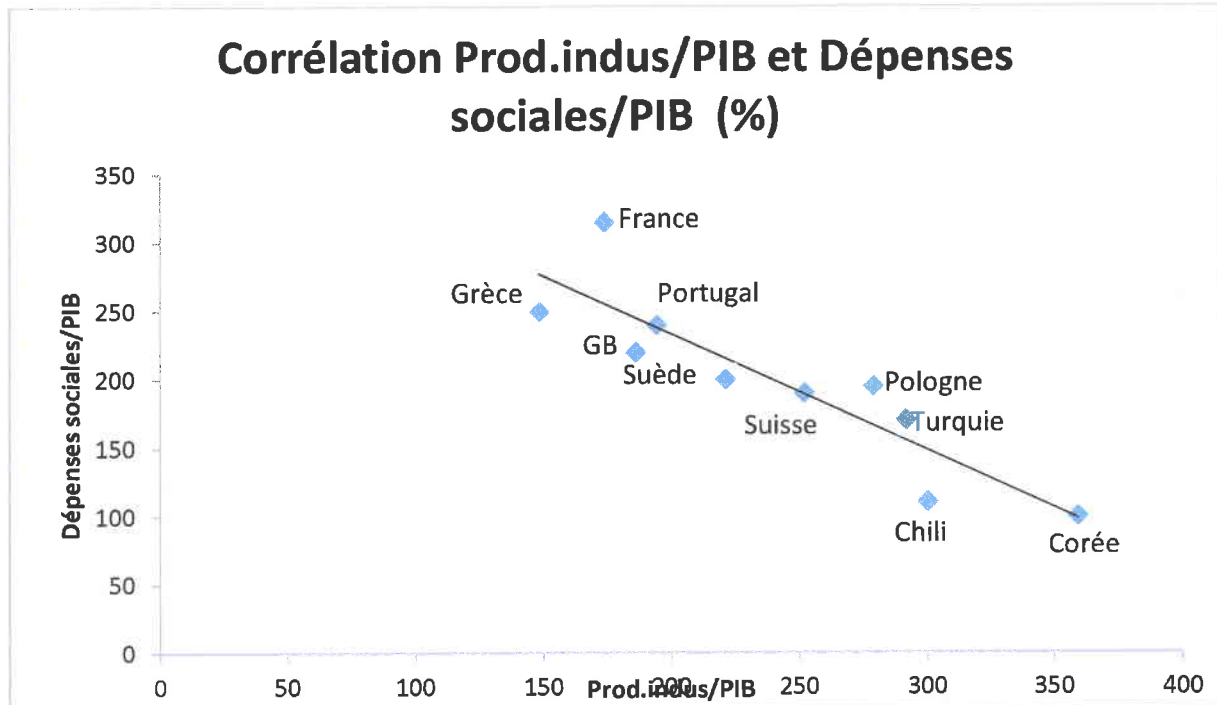
Notre pays, avec une production industrielle par habitant de 6.689 US\$, un ratio qui est relativement faible, a un PIB/tête de seulement 38.476 US\$. L'Allemagne avec un ratio de 12.262 US\$ obtient un PIB/tête de 44.469 US\$, et la Suisse avec une production industrielle record de 20.198 US\$ par habitant a un PIB/tête de 80.189 US\$. Notre secteur industriel n'a pas résisté à l'ouverture des frontières qu'a imposée la mondialisation. Nos effectifs industriels ont fondu : ils sont passés de 6,8 millions de personnes à la fin des années 1970 à 2.7 millions aujourd'hui. Il faudrait, pour le moins, que nous ayons 1,8 million de personnes de plus employées dans le secteur industriel : si tel était le cas, il y aurait 3,6 millions de personnes de plus employées dans le secteur des services, les économistes considérant qu'un emploi dans l'industrie induit deux emplois au moins dans le secteur tertiaire. Ainsi, n'y aurait-il plus de chômage en France, et le PIB/capita des Français serait sensiblement identique à celui des Allemands. Notre taux de population active, qui est dramatiquement bas aujourd'hui (45,2%) se situerait alors à environ 50,0 %, un taux encore inférieur, cependant, à la normale, l'Allemagne, par exemple, en étant à 53,4 %, et les Pays-Bas à 53,3 %. Ce taux de 50 %, inférieur à la normale, signifie que l'estimation de 1,8 million d'emplois manquants que nous avançons ci-dessus, dans le secteur industriel français, est bien un minimum.

### Les dépenses sociales

Du fait des dégâts causés à la population par le déclin de l'industrie, un déclin dont nos dirigeants ne se sont nullement inquiétés car, formés tous à la même école, ils étaient profondément pénétrés par la vision léguée par les travaux statistiques de l'économiste Jean Fourastié sur l'évolution historique des sociétés, les gouvernements ont été amenés à accroître régulièrement leurs dépenses sociales. C'est ce qu'il convenait de faire, effectivement, sur le plan social. Elles ont donc cru à vive allure, d'année en année, progressant à un rythme bien supérieur à celui du PIB, et elles représentent 34,0% du PIB, aujourd'hui, alors que l'on en

était à 14,3 % en 1960. C'est là, un second constat : des dépenses sociales considérables, bien supérieures à ce qu'elles sont dans les autres pays. La moyenne des pays de l'OCDE est, en effet, à 21,0 % du PIB.

Ce phénomène de dépenses sociales élevées est caractéristique des pays où l'Economie n'est pas soutenue par une production industrielle importante. C'est ce que montre le graphique ci-dessous où les taux d'industrialisation des pays sont ceux donnés par la BIRD :

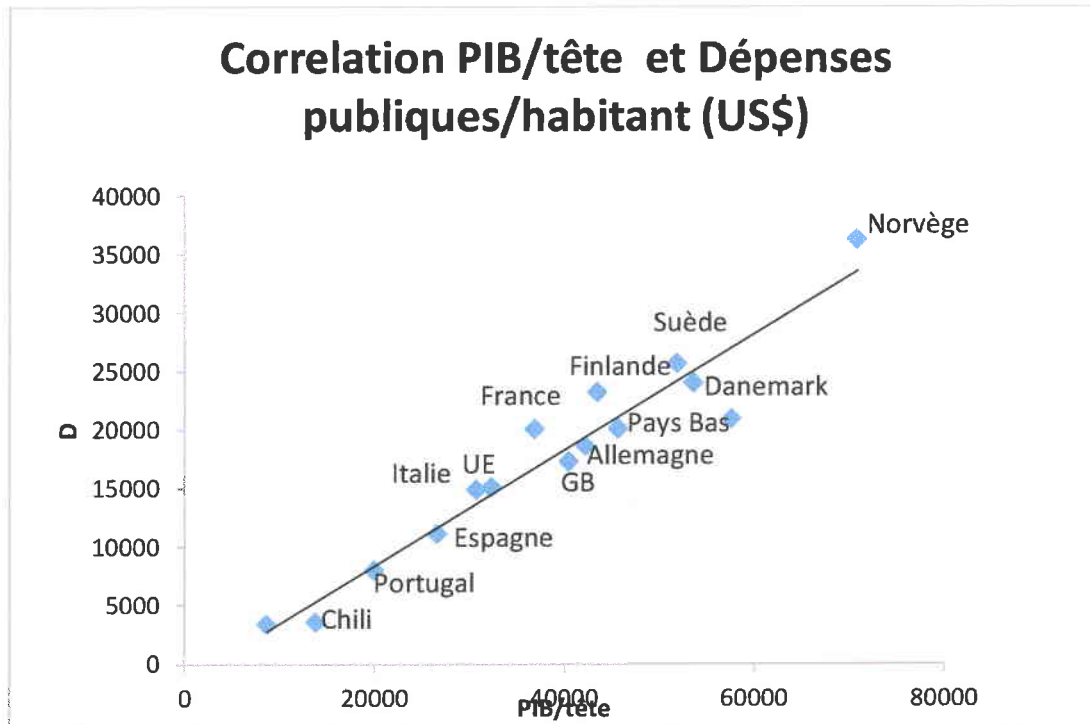


On voit que la France se situe très au-dessus de la droite. Dans notre pays les dépenses sociales représentent 34,0 % du PIB, alors qu'en Allemagne il s'agit de 24,0 % seulement, et, aux Pays Bas, 23,0 %. Certes, la corrélation n'est pas parfaite, car en ce domaine les politiques des gouvernements sont plus ou moins généreuses. Ce graphique montre que la France est au maximum de ce qu'elle peut faire en matière de dépenses sociales : elles s'élèvent à 759,5 milliards €, et l'excès de ces dépenses peut être estimé à 115 milliards €.

### Les dépenses publiques

Cet effort considérable consenti en matière de dépenses sociales a contribué à gonfler fortement les dépenses publiques du pays. Celles-ci sont aujourd'hui considérables, mais les dépenses sociales ne sont pas le seul élément à incriminer. La France est devenue championne du monde en la matière avec un taux de dépenses publiques se montant à 56,4 % du PIB, chiffre à comparer à la moyenne des pays de l'UE qui est de 47,0 %.

Le graphique ci-dessous indique comment se situent les pays, en matière de dépenses publiques : plus les pays sont riches, plus les dépenses publiques par habitant sont importantes, ce qui est tout à fait compréhensible.



Il existe, on le voit sur ce graphique, une relation très étroite entre la richesse des pays et leurs dépenses publiques, celles-ci étant calculées, ici, par habitant, et non en pourcentage du PIB comme cela se fait habituellement. Notre pays se place très au-dessus de la droite de corrélation, et l'on peut estimer que l'excès de dépenses publiques, en France, se monte à 245 milliards €. Ce chiffre est très supérieur aux estimations qui sont habituellement avancées.

Ces dépenses publiques excessives ont, évidemment, pour corollaire des prélèvements obligatoires considérables. La France, avec un taux de prélèvements obligatoires de 45,4 % du PIB détient, là aussi, un record : elle est le pays de l'OCDE où la fiscalité est la plus lourde. Dans les pays de l'UE, il ne s'agit que de 39,7 %.

Comme le montre le tableau ci-dessous, les dépenses sociales représentent, dans les dépenses publiques, la part principale : 58,8 % de l'ensemble.

Les dépenses publiques  
(Milliards €)

Etat	286,4
Collectivités territoriales	168,5
Dépenses sociales	759,5
Investissements	77,5
Total	1.291,9

Si l'on voulait ramener les dépenses publiques à la normale, il faudrait réduire les dépenses sociales de 115 milliards €, et trouver dans les deux autres secteurs, Etat et collectivités

territoriales, un complément d'économies de 130 milliards €. De telles réductions sont totalement impossibles, politiquement.

### **La pauvreté et les inégalités**

La révolte des Gilets jaunes amène à s'interroger sur la situation de la France en matière de distribution des revenus : les données dont on dispose montrent que la situation de la France ne présente pas d'anomalies particulières à cet égard, et c'est, là, un troisième constat important à relever.

Grace aux dépenses sociales, qui sont un instrument important de redistribution, le taux de pauvreté des Français se situe à un niveau qui n'a rien d'alarmant. On entend par taux de pauvreté la proportion de ménages dont le revenu se trouve inférieur à un certain niveau. On se réfère pour cela, en général, pour les comparaisons internationales, à 60 % du revenu médian dans les pays. Ainsi, a-t-on, par exemple, les chiffres suivants :

#### Taux de pauvreté ( à 60 %)

Finlande	11,6 %
Danemark	11,9 %
France	13,6 %
Italie	20,6 %
Espagne	22,3 %

Au plan européen, la France se situe dans une position médiane.

Il en est de même pour les inégalités. Celles-ci se mesurent statistiquement par le coefficient de Gini qui exprime la dispersion des revenus : plus le coefficient est proche de un, plus la répartition des revenus est inégalitaire. Les pays inégalitaires ont un coefficient de l'ordre de 0,6 : Brésil, Guatemala, Honduras...., et les pays les plus égalitaires un coefficient de l'ordre de 0,2 : Norvège, Finlande, Suède, Danemark.... Les Etats-Unis en sont à 0,391, et le Canada à 0,318. La France se situe elle, dans une position intermédiaire, avec le coefficient 0,295, et l'on doit même considérer qu'elle est plus proche des pays égalitaires que des pays inégalitaires : la Suède, par exemple, en est à 0,282, et la Norvège à 0,272. Dans son évolution récente, la France va incontestablement vers une réduction progressive des inégalités : son indice de Gini était en effet de 0,384 en 1984.

### **Les problèmes à résoudre**

Ce bref diagnostic de la situation de l'Economie française montre que l'urgence est de créer des emplois : le secteur industriel s'est très fortement réduit dans notre pays, et le secteur des services s'en est automatiquement trouvé privé d'un nombre important d'emplois. Au plan de l'aménagement du territoire, cela s'est traduit par un phénomène de désertification des campagnes, une situation qui est très douloureusement ressentie aujourd'hui par les habitants des « périphéries » urbaines. Et ce sont précisément ces populations qui se révoltent.

Il faut bien voir que le taux de population active du pays est extrêmement faible : 45,2 %, contre par exemple 51,6 % au Danemark, et 53,4 % en Allemagne, et 53,9 % en Corée du sud. Il s'agit du taux de personnes qui travaillent, chômeurs enregistrés compris, par rapport à la population totale.

Autres phénomènes : la durée de vie active des personnes est plus brève en France que dans les autres pays européens, ainsi que le temps de travail annuel des salariés. La durée de vie active pour un travailleur salarié français est de 35,0 ans : en Allemagne elle est de 38,1 ans, en Suède de 41,3 ans, et en Suisse de 42,5 ans. Et les distorsions sont fortes, également, en ce qui concerne les temps de travail annuels. Une étude de Coe-Rexe-code, de juin 2016, indiquait, pour les travailleurs salariés, que la France avec 1.646 h/an se classe tout à fait en queue de peloton en Europe. L'Allemagne en est à 1.845 h, et le pays où l'on travaille le plus est la Roumanie, avec 2080 h/an. Pour les travailleurs non-salariés la moyenne, en France, est considérablement plus élevée : 2.335h/an. Le salariat ne présente donc pas que des inconvénients.

Il va donc s'agir, pour redresser la situation, de créer le plus vite possible le maximum d'emplois marchands, et de modifier la législation du travail pour que les Français, d'une part aient des temps de travail annuels très sensiblement augmentés, et, d'autre part, des durées de vie active accrues, ce qui va nécessiter de repousser l'âge de départ à la retraite.

Créer des emplois signifie créer des entreprises, et toutes les dispositions devront donc être prises pour que les jeunes entreprises qui apparaissent puissent se développer rapidement : cela suppose qu'elles puissent trouver les capitaux dont elles ont besoin pour croître au rythme qu'exige le marché et que ces jeunes entrepreneurs ne se trouvent pas entravés dans leurs projets de recrutement par une législation du travail qui les paralyse. Quelques progrès ont été faits récemment, en France, en matière de financement des start-up, et de modernisation du code du travail, mais on se trouve encore très loin de la situation qui est celle de la plupart des autres pays européens, aux plans de la fiscalité et de la législation du travail. Il ne faut donc surtout pas revenir sur la réforme de l'ISF qui a été faite par Emmanuel Macron en début de mandat.

Et puisque la tendance est à s'inspirer de la Suisse, en matière de pratiques démocratiques, il serait sage de s'en référer également à ce que nos voisins helvètes ont à nous apprendre en matière de législation du travail et de fiscalité. Comme nous l'avons rappelé plus haut, la Suisse a des performances économiques étonnantes, et c'est le pays où, en Europe, le PIB par habitant est le plus élevé, le cas particulier du Luxembourg étant mis à part.

On va débattre, dans les concertations qui s'organisent, de l'intérêt que revêt, pour une démocratie, cette institution suisse qu'est le référendum d'initiative populaire : il faudra, dans le même temps, surtout ne pas omettre d'examiner ce que sont les pratiques de la Suisse en matière de législation du travail et de fiscalité, tant pour ce qui est des entreprises elles-mêmes, que des apporteurs de capitaux aux entreprises qui se créent.